

L'aventure du capitalisme rhénan

François-Georges Dreyfus

Ancien professeur de l'université Paris IV-Sorbonne
Ancien directeur du Centre d'études germaniques de l'université de Strasbourg († 2011)

L'Allemagne du XVI^e siècle est une région riche, mais sa prospérité est détruite par la guerre de Trente ans qui ruine le monde allemand pour plus d'un siècle. À l'orée du XIX^e siècle, l'Allemagne est encore peu développée, le décollage économique ne se produit réellement qu'à partir des années 1840, favorisé par le Zollverein – l'union douanière – et le développement des chemins de fer. Si en 1820 la France est deux fois plus riche que le monde allemand, à la fin du XIX^e siècle elle a été rattrapée par le Reich qui la dépasse largement à partir de 1934. Après la guerre, en 1950, France et Allemagne seront au même niveau mais, dès 1955, l'économie de la RFA l'emportera sur la nôtre. Depuis le début des années 1970, l'écart ne cessera de se creuser pour s'aggraver après 1992. François-Georges Dreyfus évoque pour nous les origines, la nature et le destin du capitalisme rhénan, responsable, pour une large part, de l'essor économique remarquable de l'Allemagne depuis le XIX^e siècle.

Un capitalisme familial

L'industrialisation de l'Allemagne a été favorisée au XIX^e siècle par la construction rapide d'un réseau ferré, deux fois plus dense en 1870 que le réseau français. La fabrication d'acier et de locomotives est le fait de grandes entreprises familiales – Krupp, Borsig, Thyssen – qui servent très vite de modèles à d'autres types d'industries électro-mécaniques – Bosch, Siemens – ou chimiques telle la société Bayer. Le capitalisme allemand, renforcé après 1870 par le versement de l'indemnité de guerre payée par la France – cinq milliards de francs-or soit près de vingt milliards d'euros – se démarque profondément des systèmes voisins. Son caractère familial ne l'empêche pas de donner naissance à des entreprises considérables qui sont pour partie à l'origine de ce que l'on nomme généralement le capitalisme rhénan.

Ce capitalisme familial possède plusieurs caractères remarquables qui contribuèrent à sa réussite. L'emploi des membres de la famille permet de limiter la bureaucratie. Un grand prix est attaché à la loyauté à l'égard de l'entreprise, de la part de la famille comme des salariés, le système reposant sur un réseau de devoirs réciproques. Ces éléments favorisent une organisation capitaliste dont les *Konzern* – cartels élargis – constituent les éléments les plus puissants. En 1907 ils réalisent ainsi 25 % de la production industrielle et en 1938 près de 50 %. Ce capitalisme familial repose aussi sur une éthique favorisant la qualité des produits et limitant fortement la fraude. Les statistiques indiquent un large déclin des délits économiques entre 1870 et 1914, ces derniers demeurant d'ailleurs très rares jusqu'au début des années 1990.

Selon historiens, sociologues et théologiens, héritiers des idées de Max Weber, ces caractéristiques sont directement liées à l'impact du protestantisme. La grande *deutsche Biographie* nous confirme en effet que 75 % des patrons sont protestants – un pasteur ironisera d'ailleurs sur l'alliance de la Bible et de la machine... Le poids des chefs d'entreprises juifs n'est

pas non plus négligeable avec les Warburg, Rothschild ou Ballin. Pour les uns comme pour les autres, « *l'accumulation de richesse au service de la collectivité [...] est un devoir moral et religieux, [...] l'activité économique n'est pas une activité de second rang* » (W.A. Mossé). Négliger l'apport catholique dans la constitution du capitalisme rhénan serait toutefois une erreur. Sous l'impulsion de Mgr. V. Ketteler, évêque de Mayence au milieu du XIXe siècle, le catholicisme social oblige l'église à porter un regard déterminant sur la condition ouvrière. Les préoccupations de l'ecclésiastique, qui sera entendu par Bismarck, inspireront en partie les lois qui, entre 1883 et 1890, donnent à l'ouvrier allemand une protection sociale de qualité et que les ouvriers français et britanniques ne connaîtront que plus tardivement. Dès lors, la revendication des syndicats allemands sera davantage la participation à la vie de l'entreprise que la lutte des classes. Cette recherche de la cogestion de la part du monde ouvrier, devient d'ailleurs l'un des éléments constitutifs du capitalisme rhénan.

Sociale-démocratie et développement économique

L'intégration de la classe ouvrière au système économique constitue en effet l'un des principes inhérents à la tradition économique allemande et est directement lié aux conditions d'unification de ce pays. En 1870-71 les résistances à la création du Reich sont plus importantes qu'on ne le croit généralement, dans la mesure où Bavaois, Saxons et Wurtembergeois regrettent alors peu ou prou leur indépendance. La classe ouvrière, pour laquelle la constitution d'un peuple allemand passe par l'intégration du prolétariat, constitue alors le seul milieu réellement pan-allemand, ce qui permet de mieux comprendre le poids d'un certain nationalisme dans les milieux de gauche outre-Rhin. Dès 1875, le thème de l'unité allemande est défendu avec vigueur par des intellectuels, les « *socialistes de la Chaire* » généralement liés à l'Église évangélique tel le pasteur Todt, père du futur ministre d'Hitler. S'ils contribuent à la mise en place de la politique sociale de Bismarck, ils favorisent plus encore l'apparition d'un révisionnisme socialiste qui autorise à parler d'une démarxisation du socialisme allemand, si tant est qu'il ait été jamais marxiste ! Rappelons que le programme fondateur du SPD avait été en 1874 violemment critiqué par Engels. Ainsi, à l'orée du XXe siècle, le SPD est favorable à la collaboration avec le capitalisme, il est nationaliste, colonialiste et approuve la politique militaire de Guillaume II avant même le déclenchement de la guerre de 1914. On comprend mieux comment, en 1959, le SPD a pu – comme les socialismes scandinaves – renoncer aux nationalisations et à la planification pour promouvoir la cogestion, comme le proclame le programme de Bad-Godesberg : « *concurrence autant que possible, planification autant que nécessaire* ».

Libéralisme ordonné et économie sociale de marché

Outre ce passé, le libéralisme économique actuel de la RFA s'explique par l'essor d'un « ordolibéralisme », école économique néo-libérale, récusant planification et nationalisations et bien différente des politiques économiques française et britannique imprégnées de keynesianisme. Fondés sur l'influence luthéro-catholique d'une économie libérale-sociale, ses principes sont diffusés dès les années trente par les Écoles de Fribourg – fondée par Eucken et Röpke, disciples éloignés du pasteur Blumhardt – et de Cologne avec M. Muller-Arnarck. Développé dans les milieux catholiques par le Pr. Nell-Breuning, l'ordolibéralisme défrixe « *la voie allemande vers le libéralisme* ». Il se veut pleinement accordé au contexte mental, social, politique et technique de son temps comme des siècles à venir. Les ordolibéraux récusent le paléo-libéralisme anglais ou français et ont rompu toutes les amarres avec Locke, Helvétius ou Bentham. L'hédonisme, l'atomisme psychologique, l'éthique de l'égoïsme, le naturalisme, le déterminisme des classiques anglais, tout cela leur reste parfaitement étranger et leur semble intellectuellement et moralement discutable. En bons chrétiens évangéliques « libéraux », ils rejettent en effet avec horreur le plaisir érigé en valeur suprême. L'ordolibéralisme allemand ne peut se réclamer que de la grande tradition métaphysique allemande. Ainsi, contre Bentham, on brandit Kant, et Kant contre Hegel. En tant que philosophes, les ordolibéraux sont du côté de l'être, plutôt que du mouvement.

Ils refusent « *le laissez-faire l'État* » (F. Bilger). S'il revient à ce dernier de préparer les structures, il n'a pas à intervenir dans le libre jeu des mécanismes du marché. Ainsi, lorsque les ordolibéraux

requièrent de l'État qu'il construise les cadres de l'économie, ils entendent par là qu'il revient à la puissance publique de constituer et d'organiser juridiquement le marché pour le rapprocher autant que possible du modèle théorique idéal. Les ordolibéraux se prononcent pour l'organisation d'un droit à la vie. Pour assurer le minimum vital aux inaptes physiques, pour empêcher certains accidents de fonctionnement de la machine économique – qui risquent de produire des effets meurtriers – certaines formes de redistribution du revenu sont requises. Il revient donc à l'État de soigner les blessés ou d'entretenir les réformés de la bataille économique. Toutefois, les doctrinaires allemands se montrent très réticents devant l'assurance sociale. À leurs yeux, l'État ne doit intervenir qu'à titre exceptionnel et subsidiaire, quand la charité individuelle, l'entraide familiale et de voisinage ou l'assurance privée se sont montrées déficientes. Ils n'éprouvent aucun goût pour l'État-providence.

Cette doctrine, plus connue sous le nom de *Sozialmarktwirtschaft* – économie sociale de marché – adoptée dès 1949 par la CDU et dix ans plus tard par le SPD, devient loi en RFA. Le nouvel État allemand se démarque ainsi aussi bien du marxisme que du dirigisme national-socialiste. Cette « économie sociale de marché » est mise en place en 1960-1961 lorsque le gouvernement Adenauer, profitant du programme de Bad-Godesberg du SPD, privatise *Preussag*, largement héritière des *Hermann Goering Werke*, conglomérat d'entreprises nationalisées à l'époque hitlérienne, et *Volkswagen*. Le SPD – dans l'opposition jusqu'en 1966 – n'opposera à cette doctrine que « l'économie de marché orientée ». Ensuite, la « Grande Coalition » CDU-SPD se contentera de coordonner les différentes politiques économiques du Bund ou des Länder en ce qui concerne les prix et l'emploi ; des réunions entre gouvernements fédéral et régional, patronats et syndicats seront organisées régulièrement.

Le SPD, seul au pouvoir de 1969 à 1982, chercha effectivement à favoriser un modèle plus proche de l'État-providence – allocations familiales, régime des retraites – et à renforcer la cogestion généralisée par la loi de 1975. Sa politique ne remet toutefois pas en cause les grands principes mais contribua plutôt au développement du consensus social. Ainsi, la RFA connaît peu de grèves ; celles-ci ne peuvent d'ailleurs être déclenchées qu'après un vote à bulletin secret avec une majorité qualifiée. Face au patronat, le syndicalisme est une force qui compte. Il y a un seul grand syndicat en Allemagne, le DGB, qui compte plusieurs millions d'adhérents et fut longtemps propriétaire de la plus grande entreprise du B.T.P. de RFA et d'une grande banque.

Liberté, solidarité, équité

Le capitalisme rhénan insiste au fond sur trois valeurs essentielles, la liberté, la solidarité, l'équité.

La liberté est associée à la notion de lien : l'homme est fait pour atteindre son plus grand épanouissement et l'on souligne que la liberté implique l'acceptation d'un certain nombre d'obligations sociales.

La solidarité implique pour l'individu de travailler au bien commun – thème fondamental que l'on trouve chez saint Thomas d'Aquin et les évangéliques sociaux du XIXe siècle – et que les personnalistes derrière Jacques Maritain et avec Emmanuel Mounier remettent à l'honneur dans le premier tiers du XXe siècle. Ce principe se retrouve dans les conceptions sociales des deux églises chrétiennes. On le constate à la lecture des textes fondamentaux de Vatican II ou encore de *Centesimus Annus*, qui rejoignent tout naturellement la tradition évangélique sociale d'un Blumhardt ou d'un Todt. Si à gauche comme à droite les critiques n'ont pas manqué, beaucoup de responsables politiques ont admis – au moins jusqu'à une date récente – que le nouveau clivage social passe entre les faibles, les nécessiteux, les laissés pour compte parce que « non-organisés » et les « organisés » soutenus par les organisations professionnelles les plus diverses. Le SPD lui-même, soutient plus facilement les « organisés » face aux faibles, vieux travailleurs indépendants, familles nombreuses, femmes. Ce travail de solidarité est au moins autant du ressort de la société civile que de l'État. Ce qui oblige au recours au principe de subsidiarité, autre principe constitutif du christianisme social.

L'équité implique que « tout individu a des chances égales de s'épanouir librement ». En se

refusant à un égalitarisme dont on a mesuré, comme dans les autres États européens, les innombrables inconvénients, on parle avec plus de réalisme d'équité des chances – *Chancengerechtigungen* – et non d'égalité des chances. Ce qui conduit à accorder une grande valeur aux notions d'effort et de performance. On notera au passage que l'on utilise à peu près les mêmes termes que le dernier rapport de Honecker au comité central du SED du printemps 1989 !

À la différence des libéraux hayekiens, le capitalisme rhénan insiste sur le rôle de l'État : il n'a pas à être « *prestataire de services* » mais doit demeurer le « *régulateur du marché* ». Il doit en faire respecter les règles et s'opposer aux groupes de pression qui vont à l'encontre du bien commun ou oppriment les non organisés. La classe politique allemande n'a d'ailleurs cessé d'insister sur la nécessité d'assurer la « *sécurité des biens des personnes* », indissociable à l'intérieur, d'une « *démocratie militante* » et d'une « *lutte sans merci* » contre le marxisme et le gauchisme. La bureaucratie et la centralisation sont critiquées avec persévérance conformément aux traditions socio-politiques et économiques de l'Allemagne contemporaine : de 1815 à nos jours, l'Allemagne n'a été un État centralisé que pendant vingt-cinq ans, de 1919 à 1945.

Ces caractères distinguent profondément le capitalisme rhénan de son homologue libéral anglo-saxon. La place faite à l'homme et à son environnement par l'intermédiaire d'une politique sociale assez proche de celle de l'État-providence, comme la part accordée aux partenaires sociaux par le biais de la cogestion dans l'économie sociale de marché, constitue en particulier des différences essentielles.

L'avenir du capitalisme rhénan

Ainsi a fonctionné le capitalisme rhénan jusqu'au début des années 1990. Ces dernières années, l'influence du modèle anglo-américain – considéré comme plus efficace – et depuis dix ans le poids financier de la réunification a cependant entraîné des modifications assez importantes du système économique. Les grandes entreprises, de moins en moins familiales, ont pris leurs distances vis-à-vis des banques, sous la protection desquelles elles avaient vécu pendant un siècle. Livrées à elles-mêmes, elles connaissent des difficultés croissantes. Les alliances avec des entreprises étrangères ont paru susceptibles de pallier le manque de fonds et de débouchés. Les résultats ont été des plus inégaux. Ce qui a réussi à Daimler avec le rachat de Chrysler, a échoué pour les alliances Borsig-Babcock ou Dornier-Fairchild. En 2002, on assiste – conséquence naturelle d'une législation nouvelle – à des faillites retentissantes : Borsig, Dornier, Holzmann, Sachsenring, toutes entreprises centenaires ou quasi centenaires.

Il est vrai que le système bancaire allemand possède une particularité. À côté des grandes banques privées – Deutsche Bank, Dresdner... – chaque Land possède sa banque, certaines de taille médiocre, d'autres, celles de Bavière ou de Rhénanie du Nord par exemple, ont un poids qui leur permettrait de jouer un rôle économique à l'échelle nationale. L'impact du modèle anglo-saxon a cependant fait disparaître cette possibilité ; comme le faisait remarquer récemment un analyste financier allemand, « *les banques ne sont plus disposées à épauler les entreprises en difficulté* ».

Ainsi, les distinctions opérées, à juste titre il y a dix ans, par certains économistes entre capitalisme rhénan et capitalisme anglo-saxon semblent aujourd'hui en voie de disparition. Est-ce un effet de la mondialisation ? L'hypothèse n'est sans doute pas inexacte et conduit à s'interroger sur la place faite désormais à l'homme, travailleur et salarié. En effet, le lustre du capitalisme rhénan tient largement à la volonté qui fut toujours la sienne d'intégrer le monde du travail à une organisation économique fondée sur le capital et le marché, et de construire, par l'économie sociale de marché, un système conciliant la vision sociale et l'efficacité de l'économie libérale. C'est ce qui a fait, pendant longtemps, la force de l'économie allemande. L'avoir oublié explique pour partie ses difficultés présentes.

François-Georges Dreyfus

Septembre 2002

Copyright Clio 2019 - Tous droits réservés

Bibliographie



La politique économique libérale dans l'Allemagne contemporaine
François Bilger
x, Paris, 1966



Histoire économique de l'Allemagne, XIXe-XXe siècles
Michel Hau
Economica, 1994